



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.3/50/L.20
13 novembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
TROISIÈME COMMISSION
Point 109 de l'ordre du jour

RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES
RÉFUGIÉS, QUESTIONS RELATIVES AUX RÉFUGIÉS, AUX RAPATRIÉS
ET AUX PERSONNES DÉPLACÉES ET QUESTIONS HUMANITAIRES

Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Arménie,
Australie, Autriche, Belgique, Belize, Bulgarie, Canada,
Chypre, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie,
Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Géorgie,
Ghana, Grèce, Hongrie, Îles Salomon, Irlande, Islande,
Italie, Japon, Luxembourg, Malawi, Maroc, Monaco, Namibie,
Norvège, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pologne, Portugal,
République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de
Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Slovaquie,
Slovénie, Suède et Uruguay : projet de résolution

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les
réfugiés sur les activités menées par le Haut Commissariat¹ et le rapport du
Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire sur les travaux de sa
quarante-sixième session²,

Rappelant sa résolution 49/169 du 23 décembre 1994,

Soulignant que ce sont essentiellement la Convention de 1951 relative au
statut des réfugiés³ et son Protocole de 1967⁴ qui constituent la base juridique

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session,
Supplément No 12 (A/50/12).

² Ibid., Supplément No 12A (A/50/12/Add.1).

³ Nations Unies, Recueil des traités, vol. 189, No 2545.

⁴ Ibid., vol. 606, No 8791.

internationale pour la protection des réfugiés, et notant avec satisfaction que 130 États sont désormais parties à la Convention ou au Protocole, ou aux deux instruments,

Réaffirmant le caractère purement humanitaire et non politique des activités du Haut Commissariat, ainsi que l'importance capitale des fonctions du Haut Commissaire qui est chargé de fournir une protection internationale aux réfugiés et de trouver des solutions à leurs problèmes,

Félicitant le Haut Commissaire et son personnel pour la compétence, le courage et le dévouement avec lesquels ils s'acquittent de leurs responsabilités, rendant hommage aux membres du personnel qui ont risqué leur vie ou l'ont perdue dans l'exercice de leurs fonctions, et soulignant qu'il est urgent de prendre des mesures efficaces pour assurer la sécurité du personnel participant à des opérations humanitaires,

Déplorant que des réfugiés pour lesquels une solution n'a pas encore été trouvée continuent de souffrir, et notant avec une profonde inquiétude que leur protection continue d'être compromise dans de nombreuses situations, du fait de pratiques telles que le refus d'admission, l'expulsion illégale, le refoulement, la détention injustifiée et d'autres menaces à leur sécurité personnelle, à leur dignité et à leur bien-être, ainsi que de l'incapacité de faire respecter et de garantir leurs libertés et droits de l'homme fondamentaux,

Se félicitant de la ferme volonté de fournir protection et assistance aux réfugiés que continuent de manifester les États et du soutien précieux que les gouvernements apportent au Haut Commissaire dans l'accomplissement de ses tâches humanitaires, et félicitant les États, notamment les pays les moins avancés et les pays hébergeant des millions de réfugiés pendant de longues périodes, qui, malgré les graves problèmes économiques, écologiques et de développement auxquels ils se heurtent eux-mêmes, continuent d'accueillir sur leur territoire un grand nombre de réfugiés,

Préoccupée par le fait que l'apatridie, y compris l'incapacité d'établir sa nationalité, peut obliger l'intéressé à se déplacer, et soulignant que la prévention de l'apatridie et la réduction des cas d'apatridie ainsi que la protection des apatrides sont importantes pour éviter que n'apparaissent des problèmes de réfugiés,

1. Réaffirme énergiquement l'importance fondamentale de la fonction du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, qui est chargé de fournir une protection internationale aux réfugiés et de trouver des solutions à leurs problèmes, et la nécessité pour les États de coopérer pleinement avec le Haut Commissariat afin de l'aider à s'acquitter efficacement de cette fonction;

2. Demande à tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'adhérer à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, et à son Protocole de 1967, ainsi qu'aux instruments régionaux concernant la protection des réfugiés, et d'en appliquer pleinement les dispositions;

3. Demande aussi à tous les États de reconnaître le droit d'asile comme un instrument indispensable à la protection internationale des réfugiés, de garantir le droit de chercher et de trouver asile dans un autre pays contre la

/...

persécution et de faire respecter les principes régissant la protection des réfugiés, notamment le principe fondamental du non-refoulement, et de veiller à ce que les demandeurs d'asile et les réfugiés soient traités avec humanité conformément aux droits de l'homme et aux normes humanitaires internationalement reconnus;

4. Réaffirme l'importance que continue de présenter la réinstallation comme instrument de protection;

5. Réaffirme que le Haut Commissariat pour les réfugiés a pour rôle de rechercher de nouvelles mesures, conformes aux principes fondamentaux régissant une protection énoncée dans les instruments internationaux, garantissant une protection internationale à tous ceux qui en ont besoin, et attend avec intérêt les consultations officielles que le Haut Commissariat doit tenir sur la question;

6. Appelle la communauté internationale à répondre de manière mieux concertée aux besoins des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et, conformément à sa résolution 48/116, renouvelle son appui au Haut Commissaire qui, à la demande expresse du Secrétaire général ou des principaux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et avec l'accord de l'État intéressé, s'efforce, en tenant compte de la complémentarité des mandats et des responsabilités des autres organismes compétents, de fournir aide et protection humanitaires aux personnes ainsi déplacées, et souligne que l'action en faveur des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ne doit pas affaiblir l'institution de l'asile, qui englobe le droit de chercher et de trouver asile dans un autre pays contre la persécution;

7. Souligne à nouveau la relation qui existe entre la sauvegarde des droits de l'homme et la prévention des problèmes de réfugiés, considère que, pour que les États s'acquittent de leurs responsabilités en matière de réintégration des réfugiés rentrant chez eux et d'élimination de certaines des causes de mouvements de réfugiés, un régime efficace des droits de l'homme est essentiel, y compris des institutions qui garantissent l'état de droit, la justice et le principe de la responsabilité des dirigeants, et invite le Haut Commissariat pour les réfugiés à accroître ses activités de renforcement des capacités juridiques et judiciaires nationales, si nécessaire, en coopération avec le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme;

8. Souligne en outre à nouveau l'importance critique que revêt l'aide au relèvement et au développement pour ce qui est de s'attaquer à certaines des causes des problèmes de réfugiés ainsi qu'en ce qui concerne l'élaboration de stratégies de prévention;

9. Condamne toutes les formes de violence et d'intolérance ethnique, qui font partie des principales causes de déplacement forcé et qui font obstacle à la recherche de solutions durables aux problèmes de réfugiés, et demande instamment à tous les États de combattre l'intolérance, le racisme et la xénophobie et d'encourager l'empathie et la compréhension, au moyen de déclarations publiques, d'une législation appropriée et de politiques sociales, particulièrement en ce qui concerne la situation spéciale des réfugiés et des demandeurs d'asile;

10. Prend acte avec satisfaction du Programme d'action adopté à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing du 4 au 15 septembre 1995⁵, et note en particulier l'engagement résolu pris par les États dans le Programme en faveur des femmes réfugiées et des autres femmes déplacées ayant besoin d'une protection internationale, et invite le Haut Commissaire à appuyer et promouvoir les efforts déployés par les États pour élaborer et appliquer des critères et principes directeurs concernant les mesures à opposer aux persécutions dont les femmes sont victimes pour les raisons énumérées dans la Convention de 1951 et le Protocole de 1967, y compris la persécution du fait de violences sexuelles ou toute autre persécution liée au sexe, en instituant un échange d'informations sur les initiatives prises par les États pour élaborer ces critères et principes directeurs, et en assurant des activités de surveillance pour en garantir l'application équitable et systématique;

11. Réitère que, l'octroi de l'asile ou d'un refuge étant un acte pacifique et humanitaire, les camps et zones d'installation de réfugiés doivent conserver leur caractère strictement civil et humanitaire et que toutes les parties sont tenues de s'abstenir de toute activité de nature à porter atteinte à ce caractère, condamne tous les actes qui constituent une menace pour la sécurité des réfugiés et des demandeurs d'asile ainsi que ceux qui peuvent mettre en danger la sécurité et la stabilité des États, prie les États de refuge de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le caractère civil et humanitaire des camps et zones d'installation de réfugiés soit maintenu, et invite en outre les États de refuge à prendre des mesures efficaces pour empêcher l'infiltration d'éléments armés, fournir une protection physique efficace aux réfugiés et aux demandeurs d'asile et ménager au Haut Commissariat et autres organisations humanitaires appropriées un accès prompt et sans entrave à ces derniers;

12. Encourage le Haut Commissaire à poursuivre ses activités en faveur des apatrides, dans le cadre de sa fonction statutaire visant à fournir une protection internationale et à rechercher des mesures préventives, ainsi que des responsabilités qui lui ont été confiées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 3274 (XXIV) du 10 décembre 1974 et 31/36 du 30 novembre 1976;

13. Demande au Haut Commissariat de promouvoir activement l'adhésion à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, étant donné que peu d'États sont parties à ces instruments, ainsi que de fournir aux États intéressés des services techniques et consultatifs pour la préparation et l'application d'une législation sur la nationalité;

14. Prie instamment les États d'adopter une législation sur la nationalité qui permette de réduire les cas d'apatridie, compte tenu des principes fondamentaux du droit international, en particulier en interdisant la privation arbitraire de la nationalité et en supprimant les dispositions permettant à un individu de renoncer à sa nationalité même s'il n'en possède pas ou n'en a pas acquis une autre au préalable;

⁵ A/CONF.177/20, chap. I, résolution 1, annexe II.

15. Réaffirme que le rapatriement librement consenti, lorsqu'il est réalisable, offre la solution idéale aux problèmes des réfugiés, réitère le droit qu'a chacun de revenir dans son pays, et souligne qu'il incombe essentiellement aux pays d'origine de créer des conditions permettant le rapatriement librement consenti dans la sécurité et la dignité, et, considérant que tous les États ont l'obligation d'accepter le retour de leurs nationaux, demande à tous les États de faciliter le retour de leurs nationaux qui ne sont pas des réfugiés;

16. Prie tous les États de promouvoir les conditions propices au retour des réfugiés et d'aider à leur réintégration durable en fournissant aux pays d'origine l'aide au relèvement et au développement nécessaire, en coopération, selon qu'il conviendra, avec le Haut Commissariat pour les réfugiés et les organismes de développement compétents;

17. Rappelle la résolution 1995/56 du 28 juillet 1995 du Conseil économique et social relative au renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par l'Organisation des Nations Unies et accueille avec satisfaction la décision prise par le Comité exécutif d'examiner dans le courant de 1996 les aspects de cette résolution se rapportant aux travaux du Haut Commissariat pour les réfugiés;

18. Prend note avec satisfaction des grandes lignes du programme fixé par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire et souligne qu'il importe qu'elles soient appliquées par le Haut Commissariat, les organisations qui travaillent avec lui et autres organisations compétentes afin de garantir la protection efficace des réfugiés et de leur assurer une assistance humanitaire;

19. Réaffirme qu'il importe d'intégrer les considérations écologiques dans les programmes du Haut Commissariat, en particulier dans les pays les moins avancés et en développement qui ont accueilli des réfugiés pendant de longues périodes, note avec satisfaction que le Haut Commissariat s'efforce de mieux concentrer son attention sur la recherche de solution aux problèmes d'environnement liés à la présence de réfugiés, et demande au Haut Commissaire de promouvoir et de renforcer la coordination et la collaboration avec les pays hôtes, les donateurs, les organismes des Nations Unies compétents, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et autres parties intéressées en vue de remédier de façon plus efficace et plus intégrée aux problèmes d'environnement liés à la présence de réfugiés;

20. Convient qu'il importe d'adopter le russe en tant que langue officielle du Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour faciliter les travaux du Haut Commissariat et l'application des dispositions de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, notamment dans la Communauté d'États indépendants;

21. Prie tous les États et autres donateurs de faire preuve de solidarité internationale et d'entraide avec les pays d'asile en prenant des mesures visant à alléger la charge qui pèse sur les pays qui ont accueilli un grand nombre de réfugiés, en particulier ceux qui disposent de ressources limitées, et de contribuer aux programmes du Haut Commissariat et, eu égard aux répercussions qu'ont les besoins croissants de vastes populations de réfugiés sur les pays qui les accueillent et à la nécessité d'accroître le nombre des donateurs et de

mieux répartir la charge entre eux, les invite à aider le Haut Commissaire à se procurer en temps opportun des ressources supplémentaires auprès des sources gouvernementales habituelles, d'autres gouvernements et du secteur privé, de façon à répondre aux besoins des réfugiés, des rapatriés et des personnes déplacées dont s'occupe le Haut Commissariat.
